



Madame la Directrice adjointe,

Le ministre vient de décider de reporter les nouveaux programmes d'un an : rentrée 2015 pour la maternelle et rentrée 2016 pour l'élémentaire.

Le SNUipp-FSU, qui n'était pas demandeur de ce report, souhaite qu'il ne soit pas synonyme de « perte de temps ». De plus, la lourdeur des programmes et les difficultés à les décliner dans les classes dans le temps imparti nécessitent des ajustements. Dans ce sens, il a d'ailleurs obtenu du ministre que les programmes d'élémentaire de 2008, fortement critiqués, fassent l'objet d'un premier toilettage pour la rentrée 2014 avant d'être totalement revus pour la rentrée 2016. Il a aussi obtenu qu'au cours de l'année scolaire prochaine, des formations soient dédiées à la mise en œuvre des futurs programmes de maternelle et que soient publiés des documents d'accompagnement. Ce délai doit permettre d'enclencher des formations nécessaires aux enseignants.

Jeudi 27 février, le groupe d'élaboration des programmes de maternelle du Conseil supérieur des programmes a présenté aux organisations syndicales les grandes orientations de ces futurs programmes qui entreront en vigueur à la rentrée 2015. A cette occasion, le SNUipp-FSU a remis sa contribution pour des programmes renouvelés et revivifiés. En s'appuyant sur les réussites actuelles, l'engagement des enseignants, et les travaux de la recherche, il propose les pistes qui lui semblent incontournables.

Pour le SNUipp-FSU, l'accompagnement et la formation des enseignants sont essentiels. Même si nous savons que de nouveaux contenus d'enseignement ne feront pas tout à eux seuls, ils doivent donner une ambition et une tonalité au travail quotidien qui se met en œuvre dans les classes pour les élèves. Leur mise en œuvre doit surtout être accompagnée de documents pédagogiques et de formations solides et spécifiques, éléments primordiaux pour que la réussite de tous fasse école dès la maternelle.

A cet effet, et pour commencer le travail, le SNUipp-FSU demande qu'une journée banalisée de consultation soit organisée dès que le projet de programmes sera communiqué par le CSP.

Alors qu'à l'issue du chantier métier RASED, Vincent Peillon avait confirmé son objectif de « renforcer l'action des enseignants spécialisés des RASED », les organisations réunies dans le Collectif national RASED, (dont le SNUipp-FSU) s'inquiètent du peu de traductions concrètes de cette ambition sur le terrain. La reconstruction de réseaux fragilisés par les suppressions massives de postes entre 2008 et 2012 ne se dessine pas dans les départements, alors que commencent les discussions sur la carte scolaire. Une limitation des départs en formation CAPA-SH semble, elle aussi, rester de mise constate le Collectif dans son courrier au ministre du 10 février. Nous demandons à nouveau que des départs en formation puissent être ouverts notamment pour les options E et G. Nous aborderons toutes ces questions lors de l'audience du collectif girondin le 7 mars.

Nous intervenons également à nouveau sur la problématique du remplacement dans notre département. Nous dénonçons les conséquences importantes du non remplacement tant pour les élèves que pour les équipes enseignantes et la désorganisation des écoles. Pour le SNUipp-FSU, il n'est pas acceptable que les difficultés de personnel liées au manque de remplaçants entraînent des reculs en terme de droits pour les collègues (par exemple les refus d'autorisation pour rendez-vous médicaux). De la même manière, il n'est pas acceptable que les PES aient deux semaines de formation en moins ou que les collègues n'aient quasiment plus de formation continue. Il faut trouver des solutions pour permettre de créer des postes de remplaçants, notamment avec la demande de plan de rattrapage.

Les résultats des permutations informatisées seront connus le lundi 10 mars prochain, en cours de journée. Nous savons que c'est une période particulièrement délicate dans notre académie et notre département. Sans présager de ces résultats, nous espérons que des possibilités d'ineats seront ouvertes afin de répondre aux très nombreuses demandes d'entrée que nous avons chaque année. Nous demandons que des solutions soient envisagées pour les collègues qui se retrouvent dans des situations tant professionnelles que personnelles souvent très difficiles.

Emploi, pouvoir d'achat et salaires, accès aux services publics, protection sociale... la situation économique et sociale continue de se dégrader. Les salariés du public comme du privé ne l'acceptent pas.

Or, la réduction sans précédent de 52 milliards de la dépense publique d'ici 2017, notamment pour financer le pacte de responsabilité, bloque toute possibilité de reconnaissance salariale et d'amélioration des missions des agents au service du public et notamment des plus défavorisés. Les déclarations aujourd'hui démenties sur le gel des avancements montrent bien que les fonctionnaires sont une cible d'économies à tout prix. Tout cela n'est pas acceptable.

Après quatre années de gel des salaires, il faut obtenir la fin du gel du point d'indice et l'ouverture de négociations salariales. Les enseignants du primaire qui travaillent avec beaucoup d'élèves, font beaucoup d'heures et sont mal payés sont particulièrement concernés.

La FSU, avec la CGT, FO et Solidaires appellent à la grève le 18 mars dans la fonction publique.